

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Mise en œuvre du projet ARCH

L'assurance maladie désormais effective à Aplahoué, Lalo et Lokossa

Le volet Assurance Maladie du projet Assurance pour la Renforcement du Capital Humain (ARCH) ... • (Page 11)

Symbole de la puissance

Une œuvre d'art réalisée au Bénin bientôt dans l'espace

Le Bénin comme une plateforme des synergies d'actions et des partenariats culturels ... • (Page 08)

Appui au développement dans l'Uemoa

• (Page 03)

La BOAD présente ses conditions de financement au secteur privé béninois



Prêts aux salariés d'Etat

Ecobank Bénin accorde le crédit équipements sur 10 ans

Rembourser son crédit équipement sur 10 ans à Ecobank Bénin, voilà une option désormais possible pour ... • (Page 12)

Secteur agricole au Bénin

Les entraves à l'engagement des femmes

Dans une récente publication, la Banque africaine de développement (BAD) a ... • (Page 04)

Orientation professionnelle

La CCI Bénin forme les jeunes du Cours secondaire Notre-Dame des Apôtres de Cotonou

La Chambre du commerce et d'industrie du Bénin (CCI Bénin) a organisé ce vendredi 08 avril 2022, un salon d'orientation à l'intention ... • (Page 09)

Médias au cœur de système électrique/acte 4

• (Page 02)



Le Ministre Houssou présente les grands projets du PAG II

Promotion des talents sportifs

Music Africa awake, Benin reggae Embassy et Sol Joyce House en partenariat

La Fondation Music Africa awake du Nigéria, Benin reggae Embassy et Sol Joyce House ont signé le samedi 09 ... • (Page 08)



MEGA PROMO CHEZ KUIZINA!!

C'est le moment d'avoir votre cuisine de rêve !

Du 11 au 30 Avril 2022

Contact: +229 60605050

www.kuizinameubles.com



KUIZINA
AVEC NOUS LA QUALITÉ CHEZ VOUS



Médias au cœur de système électrique/acte 4

Le Ministre Houssou présente les grands projets du PAG II

Le ministre de l'énergie, Dona Jean Claude Houssou a échangé le mercredi 06 avril 2022 au Bénin Royal Hôtel de Cotonou avec les professionnels des médias sur les orientations du secteur de l'énergie contenues dans le Programme d'action du Gouvernement (2021-2026). Les efforts accomplis et l'état des lieux dans le secteur ont été présentés. Divers directeurs techniques et de structures sous tutelle y étaient.



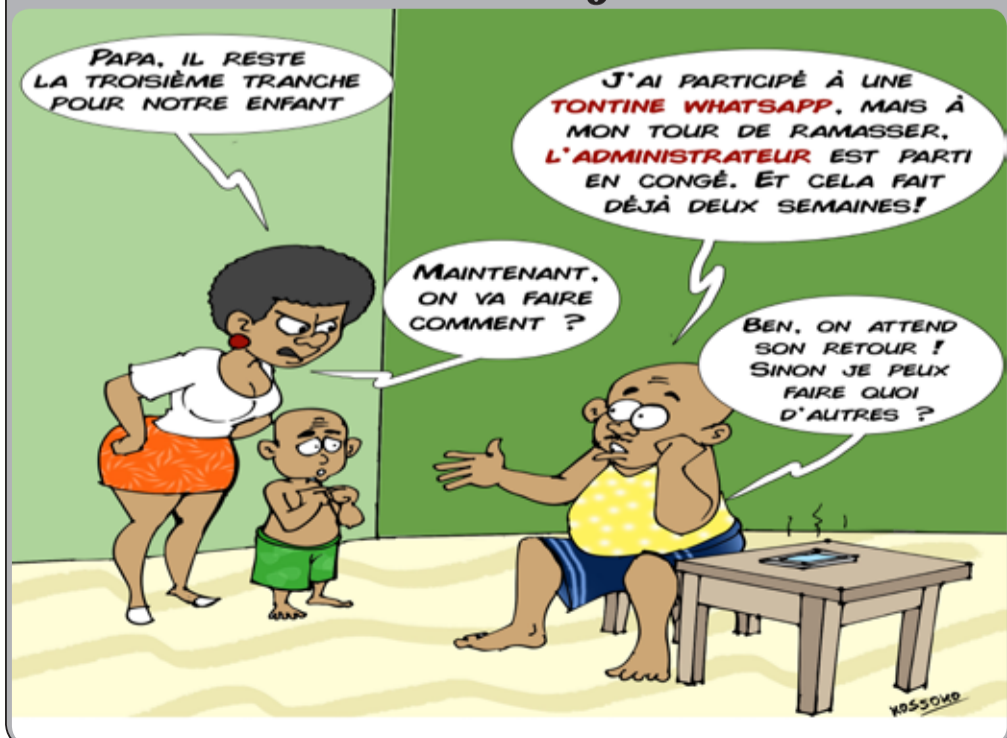
• Bidossessi WANOU

Les professionnels des médias savent un peu plus maintenant sur les ambitions du gouvernement pour ce second quinquennat dans le secteur de l'énergie. Après un premier mandat qui a sonné le glas de la révolution dans le secteur, renforcer, consolider avec des réalisations plus pertinentes sont les ambitions du gouvernement à l'horizon 2026. A cet effet, les grands projets contenus dans le Pag 2 pour le compte du Ministère de l'énergie ont été passés en revue. Ainsi, pour le quinquennat 2021-2026, 36 projets sont prévus dont 21 déjà en cours de réalisation et 15 nouvelles réformes sont à venir. Pour ce faire, 1199 milliards FCFA seront nécessaires. Le gouvernement a démarré la mobilisation de ce fonds car, 691 milliards sont déjà disponibles et 508 milliards sont à rechercher. On y dénombre quatre pro-

jets phares qui seront mis en œuvre. Il s'agit de : la modernisation de capacités de production, le développement des énergies renouvelables, la restructuration de la Sbee et de son réseau et enfin la maîtrise des consommations électriques. Toujours selon le ministre de l'énergie, Dona Jean Claude Houssou, les projets et réformes reposent sur des fondements dont les piliers du Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud), les acquis du Pag 2016-2021 et le programme du duo Talon-Talata. En optant pour les réformes, le gouvernement du Président Patrice Talon entend relever les défis qui sont la préservation des acquis et le renforcement des actions. Avec le même engagement et la poursuite de la dynamique, le ministre a donné l'assurance de ce que le Bénin est en voie d'une autonomie énergétique en 2023. On aura un

taux de couverture du territoire autour de 88%. D'un taux d'accès à l'électricité de 36,45% en 2020, notre pays passera à 44,40% fin 2026. Par ailleurs, si le gouvernement est parvenu à des résultats tangibles aujourd'hui, c'est qu'il a eu le sens de l'anticipation. Ce qui, pour le ministre de l'Énergie, n'avait pas été fait par le passé. « Il y avait un manque d'anticipation du secteur. C'est comme un vélo, si on arrête de pédaler on tombe », a indiqué Dona Jean-Claude Houssou. Présents à la rencontre, les responsables des faitières de la presse béninoises à savoir, le Conseil national du Patronat de l'audiovisuel (Cnpa) et l'Union des professionnels des médias du Bénin (UPMB) ont dit leur satisfécit au ministère pour cette rencontre et ont souhaité qu'elle s'étende à l'intérieur du pays pour le bonheur des autres professionnels des médias.

Cari du jour



AUX DÉCIDEURS... Nouvel ordre mondial !

Dieu a organisé son monde de manière équilibrée. Et quand la jungle s'installe pour désorganiser l'ordre établi, la nature rétablit l'équilibre. Il en est ainsi du cycle menstruel de la femme indépendamment de sa volonté. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les relations internationales se sont bipolarisées avec d'un côté la puissance américaine et de l'autre l'Ex URSS (Union des républiques socialistes soviétiques). Ce cycle a connu son déclin avec la chute de Mikhaïl Gorbatchev et la dislocation de l'URSS qui a vu l'émergence des autres Etats membres. La guerre du Golfe qui a opposé une coalition de 35 Etats dont les USA à l'Irak de Saddam Hussein a permis de reconsidérer les forces en présence. Pour rééquilibrer les relations internationales, Oussama Ben Laden surgit le 11 septembre 2001 pour éprouver les États-Unis d'Amérique avec les attentats de World Trade Center. Ainsi des coups d'Etat qui s'opèrent actuellement sur le continent africain notamment au sein de l'espace CEDEAO. Ces coups de force remettent en selle la Russie et la Chine considérées comme des partenaires sûrs des États en effervescence, notamment le Mali dont le sous-sol attire les firmes multinationales. La Guinée Conakry a démis le professeur Alpha Condé de ses fonctions de président. Le chef de la junte militaire, le colonel Doumbouya Mamady tient bien les manettes. Son frère d'arme Assimi Goïta du Mali se montre intransigeant vis-à-vis de la France colonisatrice. Le Burkina Faso vient de remettre en cause l'ordre constitutionnel. Avec ces événements, ce sont de nouvelles relations qui se définiront entre les puissances économiques mondiales. Et chacun veut jouer sa partition pour tirer le meilleur profit avec en toile de fond, les questions d'indépendance monétaire et politique.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Flambée des prix au Sénégal : Macky Sall lance un appel à la « mobilisation générale »

Le président sénégalais Macky Sall a appelé, dans un discours prononcé au soir du 3 avril 2022, à « une mobilisation générale pour accroître et valoriser davantage les produits agricoles, d'élevage et de pêche » face au « risque élevé de pénurie » et de « flambée des prix en raison de la crise mondiale ». Dans son allocution faite à l'occasion de la célébration du 62e anniversaire de l'indépendance du pays, le chef de l'Etat a indiqué avoir « fait baisser les prix des denrées de première nécessité, notamment le riz, le sucre et l'huile, et augmenté la subvention... »

Appui au développement dans l'Uemoa

La BOAD présente ses conditions de financement au secteur privé béninois

En partenariat avec le Conseil national du patronat (CNP) du Bénin et la Chambre du commerce et d'industrie du Bénin (CCI-Bénin), la Banque ouest africaine de développement (BOAD) a entretenu, vendredi 08 avril 2022, à « Golden Tulip » de Cotonou, les acteurs du secteur privé béninois sur sa nouvelle stratégie d'intervention. Objectif : présenter aux participants les opportunités qu'offre ladite stratégie, notamment le plan Djoliba.

• Sylvestre TCHOMAKOU

L'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOEA), la BOAD se veut plus proche du secteur privé béninois. C'est dans cette logique qu'elle s'est entretenue vendredi 08 avril 2022, avec les opérateurs économiques du Bénin venus de diverses localités du pays. Déroulé autour du thème « La nouvelle stratégie d'intervention de la BOAD en faveur du secteur privé », cet atelier d'information a été l'occasion pour la BOAD de présenter aux opérateurs économiques présents, les opportunités de financement qu'elle offre au secteur privé ainsi que les critères d'éligibilité à son financement. Intervenant dans un contexte où la banque s'est dotée d'un plan stratégique 2021-2025,

dénoté « Plan Djoliba », cet atelier, à en croire la Cheffe de mission résidente de la BOAD au Bénin, Reine Ayeva, vise à aboutir à un taux plus élevé de financement du secteur privé au Bénin. Cinq secteurs clés ont ainsi été ciblés. Il s'agit des infrastructures, de l'agriculture, de l'énergie, de l'immobilier avec l'habitat social en particulier, de la santé et de l'éducation et enfin, des investissements financiers et des participations. Cette approche, souligne la Directrice de Cabinet du Président de la BOAD, Maryse Lokossou, est en droite ligne avec les défis du plan d'Actions du Gouvernement, notamment ceux « d'accroître la productivité et la compétitivité de l'économie béninoise, de réaliser le boom industriel, l'autonomie et la transition énergétique ». Remarquant que le portefeuille privé de la BOAD au Bénin repré-



• Eustache Kotingan, Président du CNP Bénin

sente à date environ 8% de ses engagements dans le pays, alors que le secteur privé représente en moyenne 21% de ses engagements globaux, la Représentante du président de la BOAD a fait savoir que «

cette mise à jour de notre stratégie renforcera notre action en faveur du secteur privé de l'Uemoa de façon générale, et particulièrement celle de relever le taux de financement du secteur privé au Bénin ».

Plus de 800 milliards FCFA pour le privé

Dans la logique d'appuyer la création d'un climat d'affaires favorable dans l'Union, la BOAD entend investir dans le secteur privé, ¼ des 3.300 milliards FCFA prévus pour sa nouvelle stratégie portée par le plan Djoliba 2021-2025, soit 825 milliards FCFA. Le ¾ dudit fonds étant à investir dans le public. Ainsi, pour faciliter l'accès au financement au secteur privé de l'Uemoa, l'institution a mis en place quelques guichets à savoir : le Fonds de développement et de Cohésion (FDC) qui offre des financements concessionnels (prêts à long terme, dans différents domaines

à rentabilité non immédiate) ; le Guichet Banque offrant des financements sur une base marchande (prêts directs à long, moyen ou court terme, prise de participation, arrangement de financements/Conseil financier garanti d'emprunts obligataires). Présentant les différentes possibilités de financement, Almamy Mbenguen, Directeur du département développement-pays à la BOAD a indiqué que la BOAD souhaite que le secteur privé développe des projets contenus dans le PAG mais en alignement avec son Plan stratégique pour faciliter l'accompagnement. Quant au montant à accorder aux PME, il a fait savoir que la BOAD a fixé le niveau minimum de financement à apporter aux PME à trois (03) milliards FCFA. Présent à l'occasion, le président du Conseil National du Patronat (CNP) du Bénin, Eustache Kotingan, tout en félicitant la BOAD pour cette nouvelle dynamique, s'est fait le devoir de l'inviter à réviser les conditions d'accès au crédit afin de véritablement porter le secteur privé béninois. Du reste, il est à noter que l'objectif de la banque, pour l'agriculture et l'agro-industrie est d'aménager d'ici 2025, 12 mille hectares, produire 170 mille tonnes de riz par an d'ici 2025. Ce qui devra permettre une autosuffisance alimentaire dans l'Union.



• Maryse Lokossou, DC du Pdt de la BOAD



• Reine Ayeva, Cheffe de mission résidente de la BOAD au Bénin



Energie

Le solaire et l'éolien ont généré 10% en 2021

Pour la première fois depuis l'avènement des énergies renouvelables dans le monde, l'énergie solaire et éolienne (énergie du vent) ont atteint le seuil de 10% en 2021 un record, selon le Global Electricity Review 2022 publié récemment par Ember.

● Issa SIKITI DA SILVA

Ceci fait augmenter la quantité globale de toutes les sources d'électricité propres générées en 2021 à 38%, 2% de plus que le charbon (36%), révèle le rapport. Les deux sources d'électricité propre, l'éolien et le solaire, sont désormais la quatrième plus grande source d'électricité dans le monde. Ils étaient également les sources propres qui ont connu la croissance la plus rapide en 2021. « C'est désormais tout à fait possible que l'éolien et le solaire soient les sources les plus moins chères d'électricité. Avec 50 pays produisant désormais plus de 10% de leur électricité à partir de ces ressources rapides à déployer, et trois pays qui en génèrent déjà plus de 40%, il est déjà clair que ces technologies sont en train de porter des fruits », déclare le rapport. « L'éolien et le solaire sont là ; le processus qui va réaménager le système énergétique actuel a commencé. Cette décennie, ils doivent être déployés à la vitesse de croisière pour inverser l'augmentation des émissions mondiales et lutter contre le changement climatique », a fait savoir Dave Jones, un haut responsable d'Ember.

Dans un monde en proie à des augmentations rapides des températures, les énergies renouvelables l'eau, le vent et le soleil – se trouvent au centre des solutions pour



lutter contre le changement climatique. Cependant, l'adoption totale et la production massive de ces énergies propres font face à des défis tant politiques, financiers, économiques que technologiques. Malgré la croissance rapide de l'innovation technologique et de la réduction des coûts, les technologies d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique continuent d'être concurrencées par les technologies énergétiques à haute intensité de carbone fortement subventionnées, déplore l'UNEP, l'agence onusienne de l'environnement. « Les technologies d'énergie renouvelable pourraient être déployées plus rapidement si les politiques énergétiques abordent à la fois les subventions et les impacts des combustibles fossiles tout en facilitant davantage de financements pour les projets d'énergie renouvelable », dicit l'UNEP. En Afrique subsaharienne,

une région qui regorge de potentialités naturelles énormes pouvant servir à développer l'électricité propre, l'industrie des énergies renouvelables est presque inexistante, d'où sa contribution insignifiante (1%) à la production mondiale du solaire et de l'éolien en 2021.

Le charbon omniprésent

Malgré la montée en puissance des énergies renouvelables en 2021, particulièrement le solaire et l'éolien, le charbon continue son bonhomme de chemin, augmentant de 9% en 2021 à 10 042 TWh (terawatt par heure), un nouveau record historique élevé et 2% au-dessus du précédent record établi en 2018, selon le Global Electricity Review 2022. C'était la plus forte augmentation en pourcentage jamais enregistrée depuis au moins 1985, poussant la production mondiale d'électricité-charbon à 36 %.

Secteur agricole au Bénin

Les entraves à l'engagement des femmes

Dans une récente publication, la Banque africaine de développement (BAD) a établi le profil genre du Bénin qui retrace l'intégration du genre dans différents secteurs. Le document montre que de plus en plus de femmes s'engagent dans les filières agricoles phares au Bénin, en dépit de la persistance des discriminations.

● Félicienne HOUSSOU

Les femmes jouent un rôle important dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Elles constituent une part considérable de la main d'œuvre agricole, soit près de 90%. Dans les champs familiaux, les femmes effectuent des tâches telles que semer, désherber, arroser, récolter, transporter et sécher les produits agricoles tandis que les hommes sont impliqués dans les activités de défrichage, de labour, de fumage et de stockage. Selon l'étude de la BAD, des parcelles sont réservées aux femmes pour la production de cultures vivrières afin de compléter l'alimentation du ménage. Les analyses sur la division du travail dans les exploitations familiales montrent que les femmes consacrent beaucoup plus de temps aux activités rurales que les hommes pendant la saison des récoltes. La forte présence des femmes dans les filières vivrières fait d'elles des actrices incontournables des stratégies de sécurité alimentaire du pays. Cependant, dans certaines filières de rente telles que les filières ananas et anacarde, les activités locales et régionales de collecte, de transformation et de commercialisation sont les maillons privilégiés sous le contrôle des actrices. « On constate de plus en plus qu'une forte proportion de femmes agriculteurs sont engagés dans les filières ananas (15 à 30% des petits producteurs/producteurs d'ananas en Province Atlantique) et riz (42% des producteurs avec une forte complémentarité genre à tous les maillons de la filière) (PSDSA, 2017-2020) », indique le rapport. Malheureusement, les femmes agricultrices ne bénéficient pas encore suffisamment de la mise en œuvre de ces politiques et stratégies. En plus des problèmes socio-



logiques auxquels elles doivent faire face, elles sont en outre contraintes par un accès limité aux facteurs de production (terre, crédits saisonniers, intrants, équipements et services de conseil agricole, etc.). Le très faible niveau d'éducation/formation, le faible accès aux opportunités et aux marchés liés à la productivité agricole, la faible participation aux instances de décision et la méconnaissance de leurs droits limitent les performances des femmes en termes de production et, par conséquent, leur participation au développement du secteur.

Importante discrimination dans l'accès à l'emploi et au financement agricole

La participation des femmes aux emplois agricoles rémunérés est un domaine où la discrimination à l'égard des femmes est importante. Alors que les hommes peuvent facilement être employés comme ouvriers agricoles, le rapport souligne que la majorité des femmes travaillent dans la ferme de leur mari sans rémunération en plus des tâches ménagères qu'elles sont tenues d'accomplir. L'héritage est l'un des principaux moyens d'accès aux ressources foncières au Bénin. Ce mode d'accès continue d'être discriminatoire à l'égard des femmes. Malgré la promulgation de la loi n° 2013 du 14 août portant Code fon-

cier en République du Bénin, 6% des femmes contre 94% des hommes ont accès à des droits fonciers garantis et 36,4% des hommes possèdent des terres contre seulement 13% des femmes selon l'EDSB-V. Ce taux souligne le faible accès garanti des femmes à la terre en raison des pressions sociologiques qui attribuent la propriété foncière aux hommes, notamment en milieu rural.

Concernant la traction pour réduire la pénibilité des tâches agricoles, les experts de la BAD soulignent que seules 4,6% des femmes ont accès à la motorisation et à la traction animale contre respectivement 10,82% et 21,74% pour les hommes. Les hommes ont également deux fois plus accès (24,41%) aux services de conseil agricole que les femmes (11,96%). Le Bénin a encore du pain sous la planche en ce qui concerne l'accès des femmes au financement agricole. Selon les évaluations institutionnelles, les difficultés d'accès au crédit proviennent des difficultés d'accès au foncier qui offre une forme de garantie. Malgré les nouvelles modalités de financement par le biais des institutions de microfinance, le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) et les autres mécanismes, seules 37,35% des femmes employées dans l'agriculture ont accès aux services financiers et seuls les hommes ont pu souscrire une assurance.

ENRÔLEMENT DES CITOYENS

Une rallonge de l'opération Ravip et LEI sollicitée dans la Donga

L'opération d'affichage des listes électorales informatisées (LEI) et l'enrôlement au Ravip (Recensement Administratif à Vocation d'Identification de la Population), des citoyens omis lors de la dernière phase prennent fin dans quelques jours dans tout le pays. Dans le département de la Donga, l'affluence au niveau des postes de recensement est grande et nombreux sont ces citoyens qui risquent de rater encore cette opportunité.

La pression est forte sur les agents recenseurs déployés au siège des arrondissements visités. Dans leur mission ces agents rencontrent plusieurs difficultés qui varient d'une localité à une autre. Halissou Tchaldji, agent formulaire Ravip basé dans l'arrondissement de Tchalinga, commune de Ouaké a fait cas de l'absence d'énergie électrique qui fait que si les tablettes se déchargent, il est impossible de les

recharger. Ce qui empêche d'enrôler un grand nombre de citoyens. Dans la commune de Copargo notamment dans l'arrondissement de Singré, les agents enrôleurs ont d'autres soucis, selon Nouhoum Sanni. Il s'agit de l'effectif pléthorique des citoyens dans le poste de recensement, les difficultés de témoignages de certains citoyens qui demandent des pièces à fournir et délivrées par l' élu communal parfois absent

pour raison de service. Il s'inquiète ainsi de la masse populaire qui sera laissée en rade. Toujours dans la commune de Copargo à Pabégou, Salim Saka, responsable de l'équipe de cet arrondissement demande une rallonge des jours en vue de ratisser large. Il a dit que les power bank pour recharger les tablettes misent à leur disposition ne marchent pas.

Emmanuel Akakpo (Br Atacora-Donga)

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Fran CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Fiscalité

Comment le télétravail est pris en compte par les impôts

Si le télétravail évite de nombreux frais de trajets, il n'est pas sans conséquences financières. À force de passer leurs journées sur leur ordinateur à la maison en raison de la crise sanitaire, les salariés ont vu leurs factures d'électricité et de chauffage augmenter. L'État a donc décidé de tenir compte de cette situation exceptionnelle en reconduisant les mesures fiscales liées aux frais de télétravail qui avaient déjà été prises en 2020.

Vos allocations exonérées

Vous faites partie des chanceux dont l'entreprise couvre tout ou partie des frais du travail à domicile ? Vous n'avez pas à déclarer ces allocations au titre des revenus 2021. En effet, que le coup de pouce de votre employeur ait pris la forme d'indemnités, de remboursements forfaitaires ou de remboursements sur factures, il est dans tous les cas exonéré d'impôts sur le revenu, dans certaines limites. Dans le détail, le Fisc prévoit une exonération limitée à 2,50 euros par jour, 13,75 euros par semaine, 55 euros par mois et 580 euros par an. Votre employeur doit distinguer ces allocations du reste de votre rémunération afin qu'elles ne soient donc pas comptabilisées dans le montant prérempli des ressources imposables sur votre déclaration de revenus. Attention donc à bien vérifier les chiffres au moment de vous pencher sur vos impôts.

La déduction au réel possible

Que vous ayez ou non perçu une indemnisation de votre entreprise, vous bénéficiez par défaut du traditionnel abattement forfaitaire de 10 %, appliqué automatiquement sur les montants que vous déclarez en traitements et salaires. En fonction de votre situation, il peut être plus intéressant de déduire vos frais professionnels au réel, notamment si vous avez tout de même



eu d'importantes dépenses non liées à votre télétravail. Dans ce cas, il faut donc déterminer le coût exact de vos activités pro réalisées en extérieur, tel que celui de vos trajets domicile-bureau par exemple, selon les règles habituelles. Une fois ce montant défini, ceux qui n'ont pas reçu d'allocation au titre du télétravail vont pouvoir y ajouter les frais liés à ce dernier. De même, lorsque les indemnités versées par l'entreprise ne couvrent pas la totalité des dépenses liées au travail à domicile, il est là encore possible de les déduire au réel. Mais attention, dans cette hypothèse spécifique, il faut en contrepartie déclarer les sommes reçues – qui deviennent donc imposables – en les réintégrant dans vos salaires.

Forfait ou coût exact ?

Vous souhaitez déduire vos frais de télétravail au réel ? Deux options sont possibles. Par souci de simplification, le Fisc propose d'appliquer le même forfait que celui mentionné pour l'exonération des allocations. Il s'agit donc de compter un coût de 2,50 euros par jour de travail à domicile (13,75 euros par semaine, 55 euros par mois ou 580 euros par an), multiplié par le nombre de jours de télétravail effectués en 2021. Autre option, bien plus ardue : calculer le montant exact de tous vos frais de travail à domicile. Vous pouvez ainsi prendre en compte vos dépenses de communication, de fournitures et d'imprimés, l'achat de matériel informatique et de mobilier pour vos besoins professionnels ou

encore une partie de vos factures d'électricité, d'eau et de chauffage, à condition qu'ils n'aient pas été remboursés par l'employeur. Le Fisc impose des règles de calcul au prorata plutôt complexes. Or, comme dans toute déclaration au réel, il faut pouvoir justifier le moindre centime en cas de contrôle.

Un calcul difficile

Si vous avez décidé de calculer le montant exact de tous vos frais de télétravail pour les déduire au réel, vous devez vous reporter à la notice n° 2041-GP disponible sur Impots.gouv.fr pour obtenir le détail des dépenses éligibles. Prenons l'exemple des frais liés au logement, sans doute les plus compliqués à déterminer. Dès lors que vous utilisez votre habitation pour travailler, vous pouvez ainsi déduire de vos impôts les factures d'électricité, d'eau, de chauffage et d'assurance habitation... mais seulement dans certaines proportions. Vous avez installé votre bureau dans la chambre, le salon ou une pièce à part de votre domicile ? D'après la notice des impôts, la quote-part déductible est calculée de la façon suivante : la superficie de la pièce concernée divisée par la superficie totale du logement, puis multipliée par le nombre d'heures télétravaillées sur l'année (une journée de télétravail équivaut à 12 heures), rapporté au nombre d'heures total de l'année (soit 8.760 heures). Bon courage à ceux qui tenteraient le calcul...

20 minutes du 10 avril 2022

Le compte des opérations auprès du Trésor français est clos

Où sont passées les réserves de l'UEMOA ?

C'est désormais acté, le compte des opérations de l'UEMOA a été clôturé et les ressources qui y étaient déposées ont été investies ailleurs. Toutefois le premier bilan de la gestion locale de ces avoirs en devises n'est pas très positif... La BCEAO a confirmé la clôture définitive du compte des opérations de l'UEMOA, qui était ouvert au sein du trésor public français, a appris l'Agence Ecofin. «



Conformément aux décisions des organes de l'Union, le compte des opérations a été clôturé », peut-on lire en note de bas de page du rapport sur les états financiers de la BCEAO en 2021, et dans la rubrique détaillant les avoirs extérieurs. Le document ne dit pas de manière spécifique ce qu'est devenue cette ressource. Mais des informations contenues dans le rapport permettent de formuler des hypothèses solides. Une partie aurait été placée dans les comptes de correspondants. En effet, le poste des comptes ordinaires chez les autres correspondants est passé de 332,2 milliards de FCFA en 2020, à 3540,5 milliards de FCFA à la fin 2021. Une autre partie a été placée sur des titres d'emprunts émis en devises internationales. Un peu plus de 913 milliards de FCFA ont été placés sur des titres « évalués à la juste valeur », c'est à dire qu'ils sont facilement transformables en liquidités. Et environ 2702 milliards de FCFA ont été prêtés à des pays développés, comme ceux de la zone euro, les Etats-Unis et, plus généralement, les pays membres de l'OCDE, ainsi qu'à des agences et institutions financières internationales. Pour la BCEAO, l'une des principales conséquences financières de la fermeture du compte des opérations au sein du trésor public français, c'est la perte des revenus qui y étaient associés. L'institution y avait gagné 24,1 milliards de FCFA en 2020. Pour 2021, ce gain est naturellement de zéro. Par contre, les placements sur les marchés financiers entraînent un certain nombre de charges. Elles sont passées de 51 millions de FCFA à 2,45 milliards de FCFA. Aussi, il existe sur le marché ce qu'on appelle des pertes latentes. Elles ne sont pas effectives, mais pourraient survenir. Dans le cas de la BCEAO, ces pertes ont été estimées à 46,2 milliards de FCFA. Dans ce contexte, les différents avoirs extérieurs de la banque centrale de l'UEMOA lui ont rapporté seulement 118,3 milliards de revenus nets d'intérêts en 2021, contre 185,21 milliards de FCFA en 2020. C'est 67 milliards de marge en moins, et cela représente une baisse de 36%. La clôture du compte des opérations est restée longtemps une revendication des personnes qui militent contre le Franc CFA. Cette option politique tarde pour le moment à prouver sa pertinence.

Banque

BGFIBank RDC renouvelle sa certification AML 30000



AML 30000 est la marque internationale de certification dédiée à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération (LCB/FT), construite sur les modèles de normalisation et les schémas de certification consacrés par la réglementation internationale de certification des systèmes de management. Le renouvellement de cette certification a été obtenu ce lundi 4 avril 2022 à Kinshasa, à l'issue d'un audit

de suivi réalisé de Décembre 2021 à Mars 2022, par le cabinet accrédité MAGHREB CORPORATE. Dans le cadre de cette démarche, BGFIBank RDC a été accompagnée par le cabinet d'avocats américain HUGHES HUBBARD & REED LLP. Engagée dans un processus de transformation de la banque depuis 2018, la filiale congolaise du Groupe BGFIBank, premier Groupe financier d'Afrique centrale, a été en 2020 le premier établissement bancaire en Afrique subsaharienne à obtenir la certification AML 30000, délivrée par l'organisme Indépendant COFICERT. A ce titre elle est délivrée à BGFIBank RDC pour une durée de trois (3) ans, assorti d'un contrôle tous les ans. Ce processus de certification externe, reflète la stratégie de BGFIBank RDC, de renforcer la mise en conformité des process de la Banque par rapport aux exigences internationales les plus strictes, afin de maintenir un climat de confiance vis-à-vis de ses clients et de ses partenaires. « Conformément aux exigences du référentiel, le renouvellement de cette certification confirme la maturité et l'efficacité de notre dispositif en matière de LCB/FT ce qui démontre la résilience dont fait preuve le Groupe BGFIBank » a déclaré Francesco De Musso, Directeur Général de BGFIBank RDC.

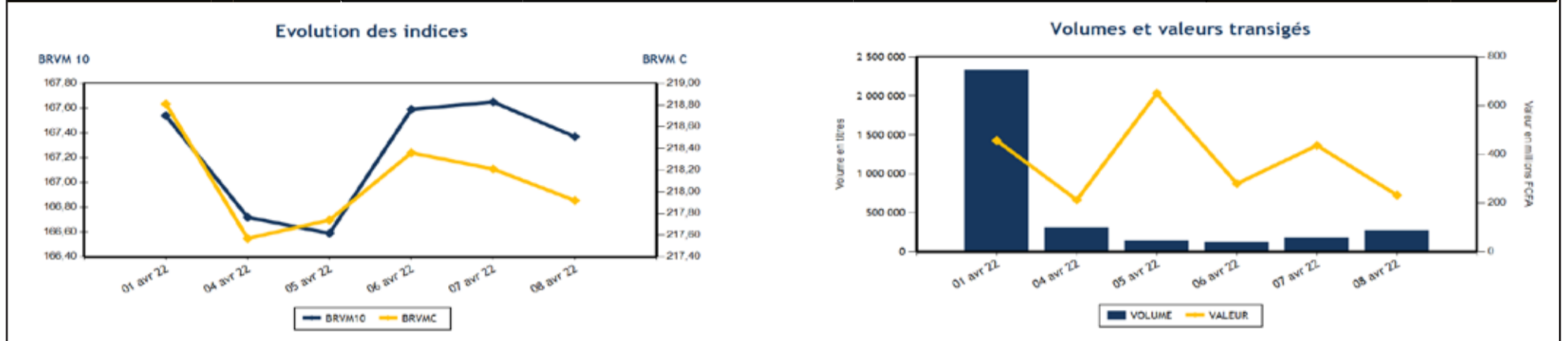
Nigeria

Changement de calendrier pour la mise en service de la raffinerie pétrolière d'Aliko Dangote

Le projet de construction de la raffinerie du groupe Dangote au Nigeria a été annoncé en 2016 pour un début de production en 2020. Mais de nombreuses difficultés ont bloqué le déroulement normal des activités comme l'apparition du coronavirus. Initialement prévue pour entrer en production au troisième trimestre 2022, la raffinerie pétrolière du Groupe Dangote devrait commencer à traiter du pétrole brut à partir du dernier trimestre de l'année. C'est ce qu'a annoncé le dimanche 3 avril, Devakumar Edwin, directeur du Groupe, lors d'une visite sur le site, à Lekki, du ministre nigérian de l'Information, Lai Mohamed. Le responsable assure que la majorité des systèmes de production a déjà été installée et que la plus grande partie des activités restantes concerne les tests hydrauliques qui sont achevés à 15 % ainsi que l'installation des câbles électriques qui elle est réalisée à 70 %. Cette raffinerie pétrolière aura une capacité de traitement de 650 000 barils par jour pour un coût de 19 milliards de dollars. Une fois en production, la raffinerie permettra au gouvernement fédéral de réaliser 7,5 milliards de dollars d'économies chaque année.

Ecofin du 10 Avril 2022

BRVM 10	167,37	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 70 vendredi 8 avril 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	217,92
Variation Jour	↓ -0,17 %		Variation Jour	↓ -0,13 %
Variation annuelle	↑ 9,03 %		Variation annuelle	↑ 7,73 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 559 889 494 879	-0,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	264 532	47,22 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	180 363 810	-55,85 %
Nombre de titres transigés	40	-4,76 %
Nombre de titres en hausse	7	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	17	-10,53 %
Nombre de titres inchangés	16	77,78 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 160	5,45 %	14,29 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	840	5,00 %	-6,15 %
NESTLE CI (NTLC)	6 400	4,58 %	38,98 %
BOLLORE (SDSC)	2 300	2,22 %	-10,51 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 360	1,40 %	9,41 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 621 802 828 392	0,00 %
Volume échangé	5 075	86,17 %
Valeur transigée (FCFA)	51 753 500	86,11 %
Nombre de titres transigés	2	-66,67 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	7 000	-5,28 %	1,45 %
SAFCA CI (SAFC)	1 040	-4,15 %	22,35 %
ONATEL BF (ONTBF)	4 810	-2,63 %	21,93 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	800	-2,44 %	28,00 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 750	-2,10 %	32,35 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	115,35	0,50 %	4,76 %	5 514	14 663 955	40,59
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	518,54	-0,42 %	15,53 %	5 635	37 314 345	8,59
BRVM - FINANCES	15	79,20	-0,18 %	2,68 %	238 096	77 242 515	9,87
BRVM - TRANSPORT	2	557,69	2,19 %	-10,36 %	80	183 500	9,31
BRVM - AGRICULTURE	5	285,96	0,02 %	17,53 %	5 044	32 788 280	18,27
BRVM - DISTRIBUTION	7	429,50	-0,24 %	5,42 %	10 030	17 978 705	27,23
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 789,13	0,00 %	98,63 %	133	192 510	8,40
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,41	
Taux de rendement moyen du marché	5,45	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,10	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	98	
Volume moyen annuel par séance	1 651 715,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 795 214 136,61	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,39	
Ratio moyen de satisfaction	11,73	
Ratio moyen de tendance	266,99	
Ratio moyen de couverture	37,45	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,16	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - Le taux de référence actuel des emprunts d'Etat


 Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Avenue de la République - 01
 Tél : (229) 21 31 21 28
 Fax : (229) 21 31 28 27


 BURKINA FASO
 Chambre de Commerce et d'Industrie
 du Burkina Faso
 BP 1002 - Ouagadougou 01
 Tél : (229) 20 30 87 71
 Fax : (229) 20 30 87 70


 CÔTE D'IVOIRE
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation
 Plateau - 18 Avenue Joseph Anoma
 BP 1002 - Abidjan 01
 Tél : (229) 20 31 55 50
 Fax : (229) 20 31 55 47


 JORDANIE
 Chambre de Commerce, d'Industrie,
 d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire
 Avenue Hassan Halima
 BP 1002
 Tél : (229) 20 31 55 50
 Fax : (229) 20 31 55 47


 SÉNÉGAL
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation
 BP 11 200 - Dakar
 Tél : (229) 84 80 14 16
 Fax : (229) 84 80 14 15


 CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'EXPORTATION
 DE LA RÉGION DE LA CÔTE D'IVOIRE
 BP 11 200 - Dakar
 Tél : (229) 20 31 55 50
 Fax : (229) 20 31 55 47


 BÉNIN
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation
 BP 1002 - Ouagadougou 01
 Tél : (229) 20 31 55 50
 Fax : (229) 20 31 55 47


 SÉNÉGAL
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation
 BP 1002 - Dakar
 Tél : (229) 20 31 55 50
 Fax : (229) 20 31 55 47

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org


 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel
 allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202
 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com


 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71


 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121


 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065


 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36


 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Symbole de la puissance collective du continent

Une œuvre d'art commune réalisée au Bénin bientôt dans l'espace

(Le Bénin comme une plateforme des synergies d'actions et des partenariats culturels)



À la frontière entre l'art et la science, la première œuvre africaine destinée à être positionnée dans l'espace, a été dévoilée, le vendredi 08 avril 2022, à Paris. C'est à l'issue d'une table ronde inédite organisée à cet effet par les responsables de African Artists for Development (AAD-Fund). Il s'agit d'une initiative historique, une première dans l'histoire africaine, spatiale et artistique et imaginée par l'AAD-Fund en partenariat avec EUMETSAT et Arianespace. L'œuvre d'art appelée « Memory of today, Memory of the future » a été réalisée par Géraldine Tobé et Michel Ekéba, de la République démocratique du Congo et Jean-David Nkot, du Cameroun, lors d'une résidence artistique au Bénin à Ouidah. Elle sera positionnée sur la coiffe d'Ariane V dans le cadre du lancement du premier satellite d'observation météorologique de nouvelle génération d'Eumetsat. En effet, dans le but d'alerter le monde entier sur un constat qui impacte directement la vie de centaines de millions de femmes et d'hommes sur le continent africain, il a été décidé de la réalisation d'une œuvre d'art qui sera positionnée sur la coiffe d'Ariane V. Acteur majeur du processus, le Bénin s'est positionné comme une plateforme des synergies d'actions et des partenariats culturels avec les structures régionales et internationales intervenant dans ce sous-secteur. Ainsi, après avoir co-présidé le jury de sélection de trois artistes devant réaliser l'œuvre, le Gouvernement du Bénin a organisé en janvier-février 2022, une

résidence artistique au cours de laquelle l'œuvre, symbole de la puissance collective africaine, a été réalisée.

Un symbole de la puissance collective du continent

Présent à la table ronde du vendredi dernier à Paris, le Ministre béninois en charge de la culture, Jean-Michel Abimbola, ayant co-présidé le jury, a souligné que la représentation artistique est un symbole de la puissance collective du continent africain. « A la compétition entre les puissances et les industriels pour le contrôle de l'espace, l'Afrique répond par l'union et la solidarité autour d'un satellite qui a vocation à alerter sur le risque environnemental. Si les artistes d'inspirations différentes, venus concourir ont pu produire une œuvre commune, c'est que la puissance de l'Afrique face aux enjeux mondiaux réside dans une synergie d'actions ». Pour lui, le langage artistique peut être plus efficace que celui politique et produire de l'espoir. L'expérience actuelle est une préfiguration à la création africaine future sur la frontière « Espace », se rassure-t-il. Pour sa part, Gervanne Léridon, coprésidente du Fonds African artists for development : « Ça symbolise l'avenir, ça symbolise surtout la place

que l'Afrique occupe dans le monde du XXIème siècle, c'est-à-dire un geste symbolique, un geste de paix. L'idée, c'était de rappeler aussi, dans l'œuvre de ces artistes, tout le passé, même un passé historique de la création en Afrique. »

L'œuvre en question

Une femme qui se redresse et des signes mythologiques, comme un lien entre le passé et le futur ; c'est la première lecture qu'on fait sur cette peinture rectangulaire. À l'arrière-plan, comme une vue satellite de l'Afrique et une constellation de symboles, des astronautes, des étoiles, des signes venus du monde Dogon. Le personnage de la femme sur l'œuvre a émergé lors de la résidence des artistes à Ouidah, au Bénin, raconte la plasticienne Géraldine Tobé : « C'est une ménagère qui travaille à Ouidah. C'est une villageoise. Elle est là juste pour faire son travail et gagner son gagne-pain. Envoyer cette fusée qui sera décorée avec cette œuvre dans l'espace, c'est une forme aussi de reconnexion entre l'espace et la terre ». C'est aussi une façon de rappeler que les changements climatiques que le satellite emporté par Ariane V étudiera, concernent tout le monde, riches et pauvres, en Afrique et ailleurs.



Promotion des talents sportifs et culturels en Afrique

Music Africa awake, Benin reggae Embassy et Sol Joyce House en partenariat

La Fondation Music Africa awake du Nigéria, Benin reggae Embassy et Sol Joyce House ont signé le samedi 09 Avril 2022 à Cotonou, un contrat de partenariat pour la promotion des talents culturels et sportifs en Afrique. C'était en présence des responsables et de l'assistant du Directeur de cabinet du ministre des sports.

● Bidossessi WANOU

L'Afrique est riche de ses talents et par la collaboration, les nations peuvent profiter, l'une de l'autre. Music Africa awake Foundation du Nigéria, Benin reggae Embassy et Sol Joyce House l'ont compris et ont décidé d'unir leurs forces pour le rayonnement de la musique et du sport sur le continent à travers des échanges de talents. Ils ont conclu un accord de partenariat à cet effet. Dans ses propos, à la signature de l'accord, le directeur du Centre Eya a dit sa joie d'accueillir ce projet qui concorde avec les ambitions du centre qui œuvre à la promotion du sport et de la culture. Du bon travail se fait donc en Afrique et sur place, on peut avoir les talents. C'est du moins ce qu'a témoigné Prince Emeke Ojukum, CEO de Muafa. Ainsi, « Nous sommes là pour converger nos efforts, on n'a pas besoin de sortir du continent pour avoir de l'excellence », a-t-il souligné avant de préciser : « Cette signature révèle un esprit panafricaniste. C'est le signe de l'unité qui doit régner entre nos Etats pour la promotion de nos valeurs.



Nous avons déjà ici le Bénin ; le Nigéria mais également, d'autres pays africains sont présents à travers nous ». C'est donc le signe d'une unité en vue d'un partage d'expérience et de compétence. C'est pourquoi, cet accord de partenariat, nous l'espérons, apportera quelque chose de nouveau au Bénin », a expliqué le responsable de Benin reggae Embassy, représentant des parties béninoises. Très heureuse, Solange Enagnon Adandé alias Sol Joyce a dit sa joie de prendre part à cette alliance pour la promotion des talents à travers toute l'Afrique. La partie béninoise a promis pour sa part, donner le meilleur d'elle-même. Assistant du directeur de cabinet du ministre

des sports, Mamadou Boukari a témoigné le soutien du ministère des sports à cette collaboration sud-sud pour la promotion des arts et du sport. « Ce qui m'intéresse, c'est la valeur panafricaniste. On peut être Béninois, Togolais, Nigérian, on doit se sentir partout, chez soi sur le continent. Le grand vœu, c'est que des talents puissent émerger afin qu'on puisse dire, il y a eu un trio qui a partagé une vision et le fruit est là », a souhaité l'assistant du DC/Sports qui a promis rendre compte à la hiérarchie afin que ce partenariat soit rigoureusement suivi pour des échanges bénéfiques à chaque partie et par-delà aux nations. Le paraphe des documents a mis fin à la séance.

RELIGION

Visite de courtoisie de Mgr Bernard de Clairvaux Toha aux autorités du département de la Donga

À l'occasion de son ordination épiscopale, le nouvel Évêque du diocèse de Djougou, Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha Wontacien a initié des visites de courtoisie et de remerciement à l'endroit des autorités politico-administratives, chefs traditionnels et religieux du département de la Donga. Avec sa délégation le dignitaire religieux a traduit sa reconnaissance aux autorités de Djougou et exposé son ambition dans sa nouvelle mission. Selon, le père Denis Chacran, chargé de la communication du diocèse de Djougou, pour ce début, Monseigneur de Clairvaux a rencontré le roi Kpétoni Koda VI de Djougou, l'imam de la mosquée centrale et président des imams d'jamiours de la Donga, qui ont mobilisé une grande



foule lors de son accueil dans la cité carrefour et qui même récité des sourates pour le bénir. Monseigneur Bernard de Clairvaux Toha, le nouvel Évêque du diocèse de Djougou a ensuite eu un tête-à-tête avec le préfet du département de la Donga Souleymane Iliassou Biao Ainin, le directeur départemental de la Police républicaine, les corps militaires et paramilitaires. L'abbé Denis Chacran a réprécisé l'objectif de la tournée qui est d'abord de les remercier, leur exposer sa vision, ses

ambitions. Il a surtout mis l'accent sur la bonne collaboration et la cohabitation pacifique entre les religions dans une ville fortement islamisée. Il a promis à ces hôtes la continuité des actions de son prédécesseur feu Monseigneur Paul Kouassivi Vieira adulé par les différents leaders religieux, autorités politico-administratives et des populations pour ses actions de développement dans le département de la Donga.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-Donga)

Orientation professionnelle

La CCI Bénin forme les jeunes du Cours secondaire Notre-Dame des Apôtres de Cotonou

La Chambre du commerce et d'industrie du Bénin (CCI Bénin) a organisé ce vendredi 08 avril 2022, un salon d'orientation à l'intention des jeunes filles du Cours secondaire Notre-Dame des Apôtres de Cotonou. « Bien s'orienter pour un métier d'avenir », c'est le thème développé au cours de ce salon animé par d'éminents chefs d'entreprises.

● Abdul Wahab ADO

Aider les collégiennes ciblées (élèves des classes de 1ère et Terminale) à découvrir les métiers et les carrières qui s'offrent à elles et, les orienter vers les emplois en adéquation aux besoins des marchés, est l'objectif de la première édition du salon de la CCI Bénin qui a eu lieu ce vendredi au Cours secondaire Notre-Dame des Apôtres. Avant le développement des présentations aux jeunes filles élèves, la sœur Pierrette-Raphaël ABE, représentante de la directrice du collège a remercié la CCI Bénin pour l'initiative. Elle a invité les élèves à bien suivre les différentes présentations, et à prendre notes des enseignements et des conseils que leur donneront les chefs d'entreprises. Pour le vice-président de la CCI Bénin, Casimir MIGNAN, le choix du métier d'avenir amène à répondre



à certaines interrogations dont « Que veux-tu faire après tes études ? Si cette interrogation paraît banale, la quête de la réponse représente de véritables cheminement en plusieurs étapes, quelque fois, bien angoissantes ». Le salon d'orientation, selon lui, vise à apporter des réponses aux jeunes et à leurs parents sur des questions liées aux filières d'études, les débouchés, les conditions de travail, voire les rémunérations de chaque profession. En ini-

tiant le salon, la CCI Bénin entend créer les bases d'un « dialogue constant » entre les chefs d'entreprises et les jeunes, et faire en sorte que, les entreprises et leurs emplois séduisent la jeunesse. Il s'agit selon le vice-président de la CCI Bénin, d'aider les jeunes à bien s'orienter dans leurs formations à temps, de leur donner la possibilité d'échanger avec des hommes et des femmes qui peuvent partager avec eux, leurs expériences « très rares ». Il a invité les appren-

nants à suivre les présentations et les interventions des chefs d'entreprises qui leur donneront le goût de réfléchir autrement pour mieux s'orienter vers une formation adéquate pouvant déboucher sur un métier qui fera leur bonheur. Casimir MIGNAN a, pour finir, émis le vœu que cette première édition se renouvelle et permette d'atteindre son objectif, « celui de bien orienter les élèves vers des formations qui favorisent le développement du tissu industriel béninois ».

importante. Après avoir présenté aux participants son parcours professionnel et son idée d'entreprise, il a invité les apprenants à bien réfléchir pour faire leur choix. La deuxième communication a été présentée par Bertille MARCOS GUEDEGBE, productrice et formatrice d'ananas. La responsable d'entreprise a partagé également ses riches expériences avec les participants. Au nombre des éminents chefs d'entreprise, surtout du secteur industriel qui ont partagé leurs expé-

riences académiques avec les élèves pour les inciter à s'orienter vers les domaines qui faciliteront leur insertion et autonomie professionnelle, on peut citer Mathias ADIMOU, PDG de SOCIA-BENIN, Alida AHOUANDJINOU, PDG de OYAYI, Mr Bouraïma de CFAO Motors, et Arnaud DEGLA, directeur général de la SHB. Les meilleures élèves du collège et les artistes en herbes ont été distingués au cours de cette première édition du salon d'orientation de la CCI Bénin.

Différentes communications présentées aux élèves

La toute première des communications a été présentée par Christian MONDJANNAGNI, PDG de FIFA, et ingénieur agronome. Il a d'abord fait savoir aux apprenants que bien s'orienter pour un métier d'avenir est une chose



HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUDEDJI

(Correspondant Mono-

Couffo)

Settlement of Commercial Disputes:**CAMEC Trains New Arbitrators**

The Center for Arbitration, Mediation and Conciliation (CAMEC) of the Benin Chamber of Commerce and Industry (CCI Benin) started a training session on arbitration on Tuesday, March 29, 2022 for the benefit of newly recruited Arbitrators. The training takes place at the headquarters of the Consular Chamber in Cotonou.

Building the capacity of participants in the resolution of commercial disputes is the purpose of this CAMEC training for newly recruited Arbitrators. During the launch of the training, the Permanent Secretary of the CAMEC, William Sourou explains the following: "The training is part of the CAMEC's missions in accordance with the statutes of the CCI Benin. (...) The mediators play an important role in the fulfilment of this mission. To fulfil this mission, the CAMEC relies on three actors: the Permanent Secretariat, the Technical Committee and above all the mediator arbitrators". For the Acting Secretary General of the CCI Benin, Ms. Sidonie Houndonougbo, and representative of the President of the CCI Benin, "This training program for new approved arbitrators responds to the will of the CCI Benin to put its resources, its skills and its energy at the service of the development of member companies. MARL/MARC are among the tools



available to them for this purpose. And its deployment requires well-equipped professionals. The ambition of the CCI Benin is to participate, through the CAMEC, in the achievement of the OHADA's vision which is to make arbitration an instrument for the development of judicial and legal security in Benin. The economic life of our time has become inconceivable without arbitration, Professor René DAVID said decades ago, but these words perfectly reflect today's realities: arbitration

is the usual and privileged way of settling disputes in the sphere of international trade." Indeed, at the end of this training provided by Dr. Achille Ngwanza and Dr. Karel Dogue, the participants will be sufficiently equipped to make irrefragable arbitral awards that will have the same value as a judgment rendered by the courts and the courts of appeal. The said training conducted at the CCI Benin Conference Room ended on Wednesday, March 30, 2022.

Credit for Bulk Input Purchase:**The FNDA Discusses Financing Terms with Soybean Actors**

Remaining true to its original mandate of facilitating agricultural promoters' access to credits from banks and decentralized financial systems, the National Agricultural Development Fund (FNDA) has initiated a workshop for the benefit of the National Union of Soybean Producers (UNPS) on Credit for Bulk Input Purchase. Conducted from 24 to 25 March 2022 at Jeco Hotel in Dassa-Zoumè, this workshop aims to implement this agricultural financing label in other departments for the 2022-2023 agricultural year.

Initiated since 2019 and, in its pilot phase since then, the Credit for Bulk Input Purchase whose objective is to provide producers with input kits consisting of certified seeds, inoculum, specific fertilizers and herbicides (SOJA PLUS) on a timely basis and in the form of credit to be reimbursed at the end of the campaign according to the procedures of the FECECAM, intends to be more competitive. To extend this offer to departments that have not yet benefited from it, especially for the 2022-2023 agricultural year, soybean producers and the National Agricultural Development Fund (FNDA) consulted with the National Union of Soybean Producers (UNPS) from 24 to 25 March 2022. During these two days of



exchanges both parties had to discuss FNDA's support for strengthening and scaling up the CAIG. According to Salimatou Bouegui, the CAIG Supervisor, this is a new financing product designed and tested by the Union in the department of Borgou, with a success that deserves to be popularised. This form of credit that UNPS plans to extend

to the departments of Alibori, Donga, Atacora, and Collines with the support of the Green Innovation Centre Project (Pro Civa) of the German Cooperation is intended only for soybean producers who are members of a cooperative or group.

Covering 50,000 hectares for the 2022-

Combating Maritime Crime:**ECOWAS Receives 30 Boats and Forensic Equipment**

At the seminar on maritime security that opened in Abuja last Monday, April 4, 2022, the European Union announced a donation of security equipment to the Economic Community of West African States (ECOWAS). The donation of 30 rigid-hull inflatable boats and forensic equipment will be used in the fight against maritime crime and other security issues in West Africa.



Maritime insecurity has long been one of the most persistent and intractable threats to maritime communities and economic prosperity in West Africa. To combat this phenomenon, the EU has donated 30 boats and forensic equipment to ECOWAS. This grant is part of the project to support integrated maritime security in West Africa (SWAIMS), a multi-component regional initiative implemented in the 15 ECOWAS countries. The equipment, estimated at €5 million, is expected to help

ECOWAS coastal States in combating maritime crime. The beneficiary countries are Benin, Nigeria, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea-Bissau, Guinea-Conakry, Liberia, Sierra Leone, Senegal and Togo. According to the head of the ECOWAS Regional Security Division, Colonel Abdourahmane Dieng, quoted by "Ships and Ports", "West African countries need a coordinated response to combat the scourge of attacks, piracy and armed robbery against ships." "To this end, we have developed an integrated ECOWAS maritime

strategy around five pillars to ensure security in the fifteen Member States within the ECOWAS maritime domain, strengthen our capacity in terms of managing our maritime environment, and develop our capacity and our culture in terms of in terms of the Blue Economy and maritime issues respectively," he said. By providing semi-rigid, the initiative aims to strengthen Member States' capacities and enable them to combat illegal fishing through a certain degree of conditional freedom in the maritime field.

2023 season

In addition to clarifying the roles and responsibilities of stakeholders in scaling up the CAIG, this workshop also allowed participants to discuss the prospect of improving the offer. Speaking on occasion, the Executive Director of UNPS, Fortuné Biao, did not overlook the merits of this initiative. "In terms of area, Benin as a whole has now more than 300,000 hectares. As a network, we cover more than half of this area. But barely 15 thousand hectares are covered by agricultural credits," he said. He believes that the scaling up of such a credit tool requires not only a precise strategy and committed actors, but also funding from the FNDA through its partner the FECECAM. "Theore-

tically, our ambition is to reach nearly 6 billion to cover up to 50,000 hectares," he told the various actors. Committed to promoting agricultural sectors through its financing mechanisms, the FNDA, through its Operation Manager, Abdou Djalil Djibril, reiterated its readiness to support the development of the soybean sector, like other sectors. "The FNDA intends to remove the main bottlenecks,

namely high interest rates. The preferential rate negotiated with FECECAM will be applied to this model. The FNDA will share the risk of fundraising with the FECECAM through an additional guarantee. We can also support UNPS regarding other aspects such as helping them have storage infrastructures," he assured. It is therefore a new era for the development of the soybean sector in Benin.

Adapted and Translated from French into English by:
Albéric Djomaki,
CEO at LMS (www.lmsgroupafrica.com)
American Translators Association (ATA) Associate Member
References:

<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/jif-2022-la-fondation-moov-africa-celebre-les-femmes-handicapees/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/africa-investment-forum-des-projets-bancables-de-plus-de-50-milliards-de-dollars-a-decouvrir/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/06/inclusion-economique-dans-le-monde-le-benin-parmi-les-23-pays-a-ameliorer-leur-lois-en-faveur-des-femmes/>

Bâtiment décoiffé à l'hôpital de zone de Dassa-Zoumè

Les patients exposés aux intempéries crient leur ras-le-bol

La dernière tornade qui s'est abattue sur la ville de Dassa-Zoumè a laissé derrière elle d'importants dégâts matériels. L'hôpital de zone de la localité n'a pas été épargné par ce vent violent qui a presque tout emporté sur son passage. Dans la foulée, le centre hospitalier a perdu un bâtiment entier. Même si la charpente de l'infrastructure est restée, les feuilles de tôles n'ont pas pu résister à la furie du vent rendant ainsi le bâtiment inutilisable, alors qu'il servait de salle d'hospitalisation. Depuis plus d'un mois que le drame s'est produit, les patients sont en insécurité. «Le bâtiment n'était pas dans cet état quand nous, on venait ici. C'est récemment que le vent a décoiffé le bâtiment d'hospitalisation», a fait savoir Virginie Agbani, une garde malade rencontrée sur la cours. Sa voisine en pleine séance de balayage a renchéri. «Sans vous mentir, nos malades n'arrivent plus à bien dormir sous ce bâtiment puisque, au moindre souffle de vent c'est des



bruits alors que le patient a besoin du repos. C'est traumatisant », dénonce Fabienne Mongbo qui espère le rétablissement de sa fille en état de grossesse de sept mois. Les usagers de ce centre de référence en matière de soins entre Dassa-Zoumè et Glazoué se plaignent et ne savent plus à quel saint se vouer. L'hôpital ne disposant plus d'autres bâtiments pouvant accueillir les malades hospitalisés, les patients sont abandonnés à eux-mêmes. Tout se passe comme si le comité de gestion en charge de ces catastrophes n'est pas sensible aux peines des patients. Depuis lors, aucune action pour rétablir le bâtiment dans ses fonc-

tions. Ce silence semble enfler la colère des usagers du centre. Selon eux, leur situation risque de s'aggraver si rien n'est fait dans l'immediat. «Progressivement nous tendons vers la saison pluvieuse. Si le bâtiment en question n'est pas réfectionné on risque de devenir des aquatiques », a alerté Virginie Agbani. Les autorités sanitaires du centre que nous avons tenté de joindre en vain pour savoir ce qu'il en est réellement ont intérêt à agir le plus tôt possible pour donner satisfaction aux difficultés auxquelles sont confrontés les patients.

Rock Amadji (Correspondant Zou-Collines)

Mise en œuvre du projet ARCH

L'assurance maladie désormais effective à Aplahoué, Lalo et Lokossa

Le volet Assurance Maladie du projet Assurance pour la Renforcement du Capital Humain (ARCH) étend progressivement ses tentacules dans les différentes localités du Bénin. Après Avrankou et Ifangni il y a environ deux mois, trois autres communes à savoir Aplahoué, Lalo et Lokossa s'ajoutent désormais à la liste des localités bénéficiaires de ce projet qui donne droit à des soins de santé gratuits.

Les populations cibles de ces communes peuvent désormais se faire consulter et soigner gratuitement dans les centres de santé partenaires du projet, conformément au panier de soins définis par le Gouvernement du Bénin. La cérémonie de lancement de cette extension s'est déroulée dans l'après-midi du vendredi 08 Avril 2022 au Centre de Promotion Sociale d'Aplahoué, sous les auspices des Ministres Véronique TOGNIFODE des Affaires Sociales et Benjamin HOUNKPATIN de la Santé et en présence du deuxième vice-président de l'Assemblée Nationale, Monsieur Dakpè SOSSOU ; ses collègues Richard ALLOSSOHOUN et Léon ADEN HOUÉSSOU ; des préfets du Mono et Couffo ; des Maires des communes concernées ; des élus communaux et locaux ; des



têtes couronnées ainsi que des populations. Dans leurs interventions, les Ministres Véronique TOGNIFODE et Benjamin HOUNKPATIN ont rappelé l'importance de ce projet pour les populations cibles qui n'auront plus besoin de déboursier de l'argent avant de se faire soigner. Ils ont rassuré de la disponibilité de leurs services respectifs, notamment les centres de promotion sociale et des centres

de santé pour satisfaire les populations bénéficiaires. Le projet ARCH est l'un des volets importants des actions de protection sociale que mène le Gouvernement pour le bien-être des couches vulnérables. Le panier de soins contient la majorité des pathologies les plus courantes. L'Assurance maladie est en cours de généralisation depuis Janvier 2021 dans plusieurs communes du Bénin.

Réception provisoire d'infrastructures scolaires à Bohicon

Epp Djohounta et Adamè-Adato bénéficient des bonus Access

Les écoles primaires publiques (Epp) de Djohounta, dans l'arrondissement de Passagon et d'Adamè-Adato dans l'arrondissement de Gnidjazoun ont été dotées, chacune d'un module de trois classes avec bureau et magasin. Le joyau flambant neuf a fait l'objet d'une réception provisoire. C'est le mercredi 06 avril dernier, lors d'une cérémonie fort-simple présidée par le maire, Me Rufino d'Almeida, entouré pour la circonstance de ses adjoints, des membres de son cabinet, des élus communaux et locaux et une forte mobilisation des populations en liesse.

Fruits des deux bonus décrochés par la Mairie de Bohicon dans le cadre de la mise en œuvre du projet Access, ces infrastructures scolaires réceptionnées portent à 46 le nombre de salles de classes construites en moins de deux ans. Une option du maire et de son conseil qui a bien une histoire. «Le premier pas sur le chemin du développement est l'éducation. Si vous avez une population qui n'est pas éduquée, vous ratez l'émancipation de la société », a déclaré Me Rufino d'Almeida pour justifier la pertinence de sa politique de développement infrastructurel scolaire entrepris depuis son accession à la tête de Bohicon. Selon lui, sous son mandat, les problèmes de manque d'infrastructures scolaires et ou de salles de classes branlantes seront de lointains souvenirs. Il envisage de concentrer son énergie dans ce secteur plus que dans d'autres. « Je suis un fils d'enseignant et par surcroît, j'ai été moi-même enseignant. Il ne serait donc pas normal qu'en mon temps les écoles de Bohicon continuent de traîner avec des salles de classe en banco ou en paille au 21ème siècle », fait savoir l'autorité locale. L'objectif est de mettre les apprenants



et les enseignants dans des conditions optimales de travail pour des résultats encourageants en fin d'année. Nicaise Assogbawouian, le chef de l'arrondissement de Passagon et Eusèbe Mèhouédohou, le chef de l'arrondissement de Gnidjazoun ont salué le maire dont le pragmatisme a fait bénéficier Djohounta et Adamè-Adato de ces joyaux du projet Access. « Le projet Access ne devait pas intervenir ici. Si Djohounta et Adamè-Adato ont pu bénéficier d'un module de trois classes plus bureau et magasin, c'est grâce au maire qui a réussi doublement le concours d'Access. Beaucoup de maires ont échoué, d'autres ne l'ont même pas tenté. Si Bohicon a pu décrocher deux bonus, c'est parce que le maire sait là où il

faut chercher les subventions », a expliqué Émile Djédémè, le représentant du projet Access. Les écoliers en sont très fiers. Par le biais de leur représentante, Nadède Fanou, ils ont exprimé leur reconnaissance à l'autorité communale tout en lui promettant de travailler davantage pour mériter encore son soutien. La directrice de l'Epp Adamè-Adato s'est engagée à utiliser le joyau à bon escient. Elle a saisi l'occasion pour évoquer d'autres doléances liées aux mobiliers et à la réalisation de clôture pour la sécurité des enfants. Des doléances qui sont déjà prévues à l'agenda du maire. Il les a rassurés de ce que les dispositions sont prises pour doter les écoles de clôture et de tables-bancs.

Rock Amadji (Correspondant Zou-Collines)

Violence entre civils et force de l'ordre

01 mort et 10 blessés à Bougou

Un mort et 10 blessés dont les agents de la Police républicaine, c'est le triste bilan des échauffourées entre une frange de la population de l'arrondissement de Bougou dans la commune de Djougou, département de la Donga, et les forces de défense et de sécurité publique.

C'est une situation confuse dans le village de Bougou qui a engendré cette émeute déplorable entre une frange de la population et les forces de défense et de sécurité publique. A l'origine de ces échauffourées, selon le chef de l'arrondissement de Bougou Yacoubou Moumouni, un camion en mauvais stationnement sur la voie inter-Etat vers 3h du matin ce samedi 9 avril 2022 en attente de chargement des graines d'anacarde qui s'est vu immobilisé par une patrouille des forces de l'ordre. C'est ainsi que les jeunes du quartier en quête de pitance et qui attendaient pour offrir la main d'œuvre, révoltés, se

sont portés vers le commissariat pour exiger la libération du camion. Mais le commissaire de police leur a expliqué la situation et ils sont rentrés mais à 5 heures du matin, ils sont revenus à la charge. Malgré les interventions du chef d'arrondissement, la situation a dégénéré et les jeunes ont barricadé la route empêchant ainsi la libre circulation des personnes et des biens. Les policiers ont voulu ramener l'ordre et levé les barrières, quand les populations se sont interposées. Les policiers ont fait usage des gaz lacrymogènes pour disperser la foule enragée qui a

essayé d'attaquer le commissariat de police. Une dizaine de blessés dont des agents de police et un mort ont été enregistrés. Informé, le Maire de la Commune de Djougou Abdoul Malik Séibou en mission hors de la Commune, a dépêché le premier adjoint au maire Amadou Djibril à la tête d'une délégation pour calmer les populations et lever les barrières érigées sur la voie inter-Etat Djougou-Porga à hauteur de Bougou. Pour l'heure, le calme est revenu et les blessés suivent des soins au centre hospitalier départemental Donga.

Emmanuel Akakpo (Br Atacora-Donga)

ECOBANK BÉNIN PRÊTS AUX SALARIÉS D'ÉTAT

Ecobank Bénin accorde le crédit équipements sur 10 ans

Rembourser son crédit équipement sur 10 ans à Ecobank Bénin, voilà une option désormais possible pour les salariés de l'Etat ayant domicilié leurs comptes dans les livres de la Banque Panafricaine.

En effet, depuis le 4 avril 2022, ECOBANK Bénin a rendu disponible sa nouvelle offre de crédit équipement destinée aux salariés de l'Etat, qui leur octroie deux avantages concrets.

Le premier, c'est l'accroissement du montant du prêt obtenu par le client salarié, afin de concrétiser en toute quiétude les projets qui lui tiennent à cœur. Le second avantage consiste à étaler le remboursement sur une durée plus longue en réduisant la mensualité due par le bénéficiaire. Sans nul doute, cette nouvelle sera accueillie avec enthousiasme par les clients de cette institution bancaire qui met en priorité leur bien-être et leur satisfaction.

Comment en bénéficier ?

Pour bénéficier de cette offre destinée aux salariés de l'Etat, à savoir les Agents Permanents de l'Etat et le personnel des Forces Armées et de la Police Républicaine, il faut avoir son compte courant ouvert dans les livres de Ecobank Bénin et y domicilier son salaire.

Les fonds sont mis à la disposition du salarié dans un délai de 72h, une fois toutes les formalités remplies.

Il faut noter que l'accès au crédit d'équipement sur 10 ans à Ecobank Bénin, donne la possibilité au salarié de bénéficier ponctuellement de crédits à court terme (crédit scolarité ou d'urgence, avance sur salaire), dans les limites applicables en matière de quotité cessible. Pour plus de précisions, le client salarié peut se rapprocher de son gestionnaire de compte en agence et dans les espaces VIP dédiés.

La Direction Générale

ecobank.com



Ecobank
La Banque Panafricaine